

Avis de Soutenance

Monsieur Jérôme KENNEDY

Histoire, civilisations, archéologie et art des mondes anciens et médiévaux

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés

Une "République impériale" en mutation : pensée politique, institutions et société romaine de l'époque de Sylla (138-78 av. n. è.) à la fin du Ier siècle de n. è.

dirigés par Monsieur Stéphane BENOIST

Soutenance prévue le **samedi 22 juin 2019** à 9h00

Lieu : Domaine Universitaire du Pont de Bois, 3 Rue du Barreau, 59650 Villeneuve-d'Ascq

Salle : des colloques

Composition du jury proposé

M. Frédéric HURLET	Paris Nanterre	Rapporteur
Mme Sylvie PITTIA	Panthéon Sorbonne (Paris 1)	Rapporteur
M. Stéphane BENOIST	Université de Lille	Directeur de thèse
Mme Harriet FLOWER	Princeton	Examineur

Mots-clés : Histoire romaine : politique; gouvernement et société, philosophie politique, République impériale, démocratie et monarchie, Représentation du pouvoir,

Résumé :

Quiconque a déjà vu *Gladiator* de Ridley Scott a pu observer Joaquin Phoenix incarner un bien cruel empereur Commodus, maître des armes et détenteur d'un pouvoir absolu, qui, isolé dans son palais, peut décider de la vie et de la mort de ses sujets. Mais il a également pu voir Derek Jacobi jouer le sénateur Gracchus, farouche partisan de la *res publica* (notion qui, dans ce contexte, prend le sens de République), système politique qui existait avant que ne soit créé le pouvoir des empereurs. Ce clivage politique entre pouvoir personnel et exercice collégial du gouvernement ne correspond en rien à la réalité historique propre à l'époque du dernier des Antonins, mais il est assurément le reflet de ce que l'imaginaire commun a pu retenir de cette période de l'Antiquité. Cette approche duale et contradictoire du pouvoir politique romain n'est pas une invention des Modernes. Elle peut renvoyer, certes de manière très schématique, à la période qui, du Ier siècle avant notre ère au Ier siècle de notre ère, voit émerger non pas un changement de régime mais un entre-deux politique, entre démocratie et monarchie, où le pouvoir impérial fondé par Auguste au tournant de notre ère fait sien toute une culture nobiliaire du pouvoir tout en développant un contact et une réelle interaction avec le *populus* de Rome et, plus largement les habitants de l'*imperium Romanum*. C'est à cela même que renvoie la notion de « République impériale » romaine. Le recours à ce concept peut paraître surprenant puisqu'il a surtout été utilisé par des historiens de l'époque contemporaine, que l'on songe à Raymond Aron ou Olivier Le Cour Grandmaison mais il permet de rendre compte des nuances propres à cette période où, pour paraphraser le philosophe Cicéron, des individus ont bénéficié « d'un pouvoir supérieur à celui de l'État tout entier » sans pour autant que les structures de celui-ci ne soient brutalement remises en cause. Complexe à définir et tout à fait spécifique, cet entre-deux ne peut être compris que dans une dynamique de mutation, ses structures militaires, économiques, politiques et, pour reprendre un terme actuel bien qu'inadapté, idéologiques évoluant à mesure que se renforce l'administration du « monde romain » - qui s'étend sur une partie de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique - mais aussi que les habitants de cet ensemble ne s'habituent au pouvoir personnel. En prenant appui sur les acquis récents de l'historiographie tout autant que sur les controverses qui lui sont propres (citons à titre d'exemple l'opposition de vue entre Fergus Millar et Karl-Joachim Hölkeskamp à propos de la nature démocratique et/ou aristocratique de la *res publica* romaine), la présente enquête entend renouveler la perception de cadres chronologiques souvent réduits à une succession République/Empire afin de percevoir au mieux les modalités d'enracinement d'un pouvoir personnel et centralisé au sein d'un « monde romain », dont la capitale continue d'être pensée comme une cité où le pouvoir s'incarne aux travers de magistratures et de l'ordre sénatorial. Ancrée dans le champ politique et institutionnelle, cette réflexion ne peut faire abstraction des apports qui sont ceux de la sociologie mais aussi de la science politique, y compris dans ses aspects les plus récents, afin de saisir au mieux comment un système politique peut profondément évoluer sans pour autant changer brutalement, soit un questionnement très actuel à l'heure où le modèle démocratique tel que forgé au sortir de la Seconde Guerre mondiale tend à être remis en cause.